

**Municipalité de Sainte-Sophie-d'Halifax
MRC de l'Érable
Province de Québec**

**PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE ORDINAIRE DE LA MUNICIPALITÉ
DE SAINTE-SOPHIE-D'HALIFAX SIÈGE CE 11 JUILLET 2023, À 19h00,
TENUE SOUS LA PRÉSIDENCE DE MONSIEUR CHRISTIAN DAIGLE
MAIRE.**

Sont présents à cette séance :

Madame Manon Lambert	conseillère numéro 1
Madame Marie-Michelle Roux	conseillère numéro 2
Monsieur Vincent Beaudoin	conseiller numéro 4
Monsieur Étienne Vigneault	conseiller numéro 5
Monsieur Jean Goulet	conseiller numéro 6

Secrétaire d'assemblée : Madame Nadia Roy, directrice générale

Absent : Monsieur Pierre Gosselin conseiller numéro 3

1. Adoption de l'ordre du jour
2. Adoption du procès-verbal de la séance ordinaire du 13 juin 2023
3. Adoption des comptes à payer au 30 juin 2023
4. Participation de la municipalité au plan de lutte contre l'intimidation des élus (PLI élus) de la sureté du Québec
5. Programme d'aide à la voirie locale (PAVL) volet entretien (Dossier PZV84433)
6. Adjudication contrat plastique agricole
7. Adjudication du contrat de réfection du ponceau chemin des pointes
8. Autorisation soumission contrôle de la qualité(laboratoire) pour le projet de réfection du ponceau du chemin des pointes
9. Procureur pour représenter la municipalité a la cour municipale commune de Plessisville
10. Emprunt temporaire réalisation des plans et devis pour la mise aux normes des infrastructures d'eau potable et d'eaux usées
11. Approbation des fermetures de routes et des détours pour les travaux effectués par le MTQ sur la route de Sainte-Sophie.
12. Adoption du règlement 84-2023 concernant les branchements obligatoires aux services d'aqueduc et d'égout
13. Période de questions
14. Levée de la séance

791-07-23

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

Il est proposé par Manon Lambert, appuyé et résolu à l'unanimité des membres du conseil que l'ordre du jour soit adopté en laissant l'item varia ouvert.

Adopté à l'unanimité des conseillers présents

792-07-23

**ADOPTION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE ORDINAIRE DU 13
JUN 2023**

Il est proposé par Jean Goulet, appuyé et résolu à l'unanimité des membres du conseil que le procès-verbal de la séance ordinaire du 13 juin 2023 est adopté

Adopté à l'unanimité des conseillers présents

793-07-23

ADOPTION DES COMPTES À PAYER AU 30 JUIN 2023

CONSIDÉRANT QUE la directrice générale et greffière-trésorière a déposé aux membres du conseil la liste des comptes du mois de juin 2023 de la Municipalité de Sainte-Sophie-d'Halifax, totalisant un montant de 97 507.19\$

CONSIDÉRANT QUE les membres du conseil reconnaissent en avoir pris connaissance;

CONSIDÉRANT l'article 3.1 du règlement numéro 53-2018 intitulé *Règlement délégrant le pouvoir de dépenser et décrétant les règles de contrôles et de suivi budgétaire*;

CONSIDÉRANT QUE la directrice générale et secrétaire-trésorière atteste que, conformément à l'article 961 du *Code municipal du Québec*, il y a des crédits budgétaires et des fonds disponibles pour rencontrer les dépenses énumérées dans la liste des factures du mois de juin 2023 de la Municipalité de Sainte-Sophie-d'Halifax, totalisant 97 507.19\$;

EN CONSÉQUENCE, sur proposition de Marie-Michelle Roux, appuyé et résolu à l'unanimité des membres du conseil

QUE les comptes énumérés soient approuvés et payés, conformément à la liste remise aux membres du conseil.

Adoptée à l'unanimité des conseillers présents

CERTIFICAT DE DISPONIBILITÉ DE CRÉDIT

Je soussignée, certifie par les présentes, qu'il y a des crédits suffisants pour payer les comptes mentionnés ci-haut. Signer ce ___ du mois de _____ 2023.

Nadia Roy directrice générale

PARTICIPATION DE LA MUNICIPALITÉ AU PLAN DE LUTTE CONTRE L'INTIMIDATION DES ÉLUS (PLI ÉLUS) DE LA SURETÉ DU QUÉBEC

La municipalité de Sainte-Sophie-d'Halifax a pris la décision d'adhérer au PLI élu afin d'assurer une meilleure sécurisation des élus et des

gestionnaires municipaux et leurs employés sur le territoire qu'elle dessert.

Ce plan vise à :

Lutter contre l'intimidation et la violence

Maintenir l'intégrité physique et morale des administrateurs publics (maire, conseil municipal gestionnaires municipaux ainsi que tous autres employés) lors de leur prise de décision

Sauvegarder le principe démocratique

794-07-23

**PROGRAMME D'AIDE À LA VOIRIE LOCALE (PAVL) VOLET ENTRETIEN
(DOSSIER PZV84433)**

ATTENDU QUE la municipalité de Sainte-Sophie-d'Halifax a pris connaissance des modalités d'application du volet concerné par la demande d'aide financière soumise dans le cadre du Programme d'aide à la voirie locale (PAVL) et s'engage à les respecter;

ATTENDU QUE la municipalité de Sainte-Sophie-d'Halifax a pris connaissance de la convention d'aide financière, l'a signé et s'engage à la respecter;

POUR CES MOTIFS, sur proposition de Étienne Vigneault, appuyée et unanimement résolu et adopté que le conseil de la municipalité de Sainte-Sophie-d'Halifax confirme son engagement à faire réaliser les travaux admissibles selon les modalités d'application en vigueur, reconnaissant qu'en cas de non-respect de celles-ci, l'aide financière sera résiliée, et certifie que Nadia Roy directrice générale et greffière-trésorière est dûment autorisée à signer tout document ou entente à cet effet avec le ministre des Transports.

795-07-23

ADJUDICATION CONTRAT PLASTIQUE AGRICOLE

CONSIDÉRANT QUE le comité de la MRC de l'Érable a proposé de regrouper les municipalités pour procéder à un appel d'offres commun;

CONSIDÉRANT QUE le conseil de la Municipalité de Sainte-Sophie-d'Halifax a confié la responsabilité à la MRC de L'Érable de pouvoir procéder à un appel d'offres commun pour le renouvellement du contrat pour le plastique agricole;

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité de Sainte-Sophie-d'Halifax a conservé la responsabilité de conclure le contrat suite à l'acceptation de la soumission par la MRC de l'Érable;

CONSIDÉRANT QUE deux soumissions ont été déposées pour la Municipalité de Sainte-Sophie-d'Halifax concernant le plastique agricole;

Plastique agricole (transport et élimination)

Gaudreau Environnement inc.	16 545.78\$
Services sanitaires Denis Fortier	25 425.00\$

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par Vincent Beaudoin, appuyé et résolu à l'unanimité des membres du conseil d'adjuger le contrat pour la collecte, le transport et l'élimination du plastique agricole à Gaudreau Environnement Inc pour la somme de 16 545.78\$ le tout conformément aux documents de soumission plus les taxes.

QUE cedit contrat est pour une durée de 18 mois soit du 1^{er} juillet 2023 au 31 décembre 2024, selon le prix apparaissant à la soumission;

QUE Monsieur Christian Daigle, maire et Madame Nadia Roy, directrice générale et greffière-trésorière soient autorisés à signer le contrat avec Gaudreau Environnement Inc.

Adoptée à l'unanimité des conseillers

796-07-23

**ADJUDICATION DU CONTRAT DE RÉFECTION DU PONCEAU
CHEMIN DES POINTES**

CONSIDÉRANT QUE suite à l'appel d'offres par SEAO, cinq (5) soumissionnaires ont déposé une soumission pour le contrat réfection de ponceau chemin des pointes, dont les résultats sont les suivants :

Soumissionnaire	Prix avec taxes
E.M.P. inc.	215 233 .15\$
Dilicontracto	195 112.58\$
Excavation Gagnon et frères	245 000.00\$
Cité Construction	172 333 .73\$
Groupe Gagné Construction	257 900 .00\$

CONSIDÉRANT QUE suite à l'analyse détaillée une erreur de calcul a été décelée dans l'article 2.1 du bordereau de prix du soumissionnaire Cité Construction Inc. De plus, des débalancements de prix aux articles 3.1 et 3.3 ont été observés pour ce même soumissionnaire. Ceci est considéré comme étant une irrégularité majeure qui brise le principe d'équité entre soumissionnaire. Ce soumissionnaire est donc considéré comme non conforme.

EN CONSÉQUENCE Il est proposé par Vincent Beaudoin, appuyé et résolu à l'unanimité des membres du conseil;

QUE la soumission de Dilicontracto est conforme après vérification par Monsieur Papa Birame Top. Ingénieur;

QUE le contrat de réfection de ponceau chemin des pointes soit remis au soumissionnaire Dilicontracto.

Adoptée à l'unanimité des conseillers

797-07-23

**AUTORISATION SOUMISSION CONTRÔLE DE LA QUALITÉ
(LABORATOIRE) POUR LE PROJET DE RÉFECTION DU PONCEAU
DU CHEMIN DES POINTES.**

CONSIDÉRANT QU'une invitation a été faire pour le service de laboratoires dans le projet de réfection du ponceau du chemin des pointe
CONSIDÉRANT QU'il y a eu 3 soumissionnaires pour le projet de réfection du ponceau du chemin des pointes.

Soumissionnaire	Prix avec taxes
Englobe	2609.53\$
Solmatech	3366.47\$
EXP	2954.86\$

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par Étienne Vigneault, appuyé et résolu à l'unanimité des membres du conseil d'octroyer le contrat à l'entreprise Englobe qui reçoit l'approbation de conformité par monsieur Papa Birame Top ingénieur au service de l'ingénierie de la MRC de l'Érable.

Adoptée à l'unanimité des conseillers

798-07-23

PROCUREUR POUR REPRÉSENTER LA MUNICIPALITÉ A LA COUR MUNICIPALE COMMUNE DE PLESSISVILLE

Il est proposé par Marie-Michelle Roux et adopté à l'unanimité des membres du conseil

DE RETENIR les services de M^e Juliette Roberge, avocate, du cabinet Lambert Therrien s.e.n.c., pour agir à titre de procureure suppléante de la Municipalité de Sainte-Sophie-d'Halifax à la Cour municipale commune de Plessisville, en cas d'impossibilité d'agir de M^e Gabriel Bordeleau ou de Me Jean-Philippe La Haye dans l'un ou l'autre des dossiers, au même tarif horaire de 150 \$ plus les frais de déplacement, suivant l'offre de services datée du 13 juin 2023.

Il est de plus résolu d'autoriser l'un ou l'autre des avocats ci-dessus nommés à délivrer, au nom de la Municipalité de Sainte-Sophie-d'Halifax, un constat d'infraction pour toute infraction à l'une des dispositions d'un règlement, d'une résolution ou d'une ordonnance du Conseil, du *Code de la sécurité routière* ou d'un règlement adopté sous son empire.

799-07-23

Emprunt temporaire réalisation des plans et devis pour la mise aux normes des infrastructures d'eau potable et d'eaux usées

Il est proposé par Manon Lambert, appuyé et résolu à l'unanimité d'autoriser la Municipalité de Sainte-Sophie-d'Halifax à emprunter auprès de la Caisse Desjardins de L'Érable, sous forme de prêt temporaire un maximum de 170 000 \$ en vertu du Règlement d'emprunt no 83-2023 pour la réalisation des plans et devis relativement à la mise aux normes des infrastructures d'eau potable et d'eaux usées, représentant le montant de l'emprunt permanent autorisé par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et que Christian Daigle, maire et Nadia Roy, directrice générale, soient autorisées à signer tous les documents nécessaires ou utiles pour donner effet à la présente résolution.

800-07-23

Approbation des fermetures de routes et des détours pour les travaux effectués par le MTQ sur la route de Sainte-Sophie.

CONSIDÉRANT QUE suite à l'analyse des travaux qui seront fait sur la route de Sainte-Sophie l'entrepreneur désire fermer la route pour certains travaux.

CONSIDÉRANT QUE les détours proposés nous semblent conformes et sécuritaire;

EN CONSÉQUENCE Il est proposé par Vincent Beaudoin, appuyé et résolu à l'unanimité des membres du conseil, d'accepter le plan de circulation tel qu'envoyé par l'entrepreneur.

801-07-23

ADOPTION DU RÈGLEMENT 84-2023 CONCERNANT LES BRANCHEMENTS OBLIGATOIRES AUX SERVICES D'AQUEDUC ET D'ÉGOUT

ATTENDU qu'il y a lieu pour la Municipalité de Sainte-Sophie-d'Halifax d'adopter un règlement sur les branchements obligatoires aux services d'aqueduc et d'égout dans son périmètre urbain.

ATTENDU qu'avis de motion du présent règlement a dûment été donné par le conseiller lors de la séance ordinaire du conseil municipal tenue le

EN CONSÉQUENCE,

il est proposé par Manon Lambert et résolu unanimement que le règlement portant le n84-2023 soit adopté et qu'il soit statué et décrété par ce règlement ce qui suit :

**RÈGLEMENT NUMÉRO 84 - 2023 CONCERNANT LES
BRANCHEMENTS OBLIGATOIRES AUX SERVICES D'AQUEDUC ET
D'ÉGOUT**

CONCERNANT LES BRANCHEMENTS OBLIGATOIRES
AUX SERVICES D'AQUEDUC ET D'ÉGOUT»

SECTION 1 DÉFINITIONS

ARTICLE 1

Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

B.N.Q. : Bureau de normalisation du Québec.

Bâtiment : construction pouvant être occupée comme habitation, lieu de réunion ou pour fins commerciales et industrielles, mais ne comprenant pas les dépendances à moins que celles-ci ne soient occupées conformément aux règlements de la Municipalité de Sainte-Sophie-d'Halifax

Branchement à l'égout : une canalisation qui déverse à l'égout municipal les eaux d'un bâtiment ou d'un système d'évacuation;

Code : code de plomberie du Québec.

Consommateur : toute personne, groupe de personnes, corporation ou société comme propriétaire, occupant ou locataire de tout bâtiment, maison, logement ou partie de bâtiment raccordé directement ou indirectement au système d'alimentation en eau de la Municipalité.

Eaux usées domestiques : les eaux usées domestiques comprennent les eaux ménagères (lessives, cuisines, toilettes, lavages des sols) et les eaux-vannes (urines et matières fécales);

Eau potable : une eau est dite potable quand elle satisfait à un certain nombre de caractéristiques la rendant propre à la consommation humaine.

Eaux pluviales : l'eau de pluie ou de neige après qu'elle ait touché le sol ou une surface construite ou naturelle susceptible de l'intercepter ou de la récupérer (toiture, terrasse, arbre);

Eaux souterraines : toutes les eaux se trouvant sous la surface du sol, dans la zone de saturation et en contact avec le sol ou le sous-sol;

Égout domestique : une canalisation destinée au transport des eaux usées domestiques;

Égout pluvial : une canalisation destinée au transport des eaux pluviales et des eaux souterraines;

Entrée de service : conduites reliant le bâtiment ou le terrain aux conduites-maîtresses véhiculant l'eau et les égouts.

Lignes de rue : lignes séparant la propriété privée et la voie publique.

Logement domestique :

a) Une pièce ou suite de pièces pourvues de commodités de chauffage, d'hygiène et de cuisson ou dont l'installation est prévue et destinée à servir de lieu de résidence à une ou plusieurs personnes.

- b) Tout espace destiné à ou faisant l'objet d'un bail d'habitation, accessible privément ou par lieu commun d'accès.
- c) Toute roulotte ou maison mobile utilisée par son propriétaire ou faisant l'objet d'un bail de location.

Municipalité : désigne la corporation municipale de la Municipalité de Sainte-Sophie-d'Halifax, représentée par le Conseil de la municipalité et/ou les personnes désignées par celle-ci.

Niveau de la rue : niveau pris directement au-dessus de la conduite

Part de la Municipalité : la partie de l'entrée de service, entre la ligne de rue et la conduite- maîtresse, se situant sur la propriété de la Municipalité **Part du propriétaire** : la partie de l'entrée de service se situant entre la ligne de rue et le bâtiment ou les accessoires situés sur le terrain.

Propriétaire : désigne une personne, compagnie ou corporation inscrite au rôle d'évaluation comme propriétaire de biens-fonds recevant de l'eau pour son usage personnel, l'usage de son commerce ou de son industrie, l'usage du locataire occupant et exploitant un commerce sur ou dans sa propriété.

Ce terme comprend aussi le possesseur d'un immeuble par bail emphytéotique, un mandataire, exécuteur, administrateur ou toute autre personne dûment autorisée à s'engager pour le propriétaire.

Système d'alimentation en eau (ou réseau d'alimentation en eau) : désigne tous les objets et accessoires relatifs à l'approvisionnement, la transmission, la distribution et l'utilisation du service d'eau, qui se trouvent tant sur la propriété publique que privée et qui sont rattachés continûment ou temporairement audit service d'eau.

Système d'égouts (ou réseau d'égouts) : désigne tous les objets et accessoires relatifs à la captation, à l'écoulement, à la disposition des eaux usées, tant pluviales que sanitaires.

SECTION II CERTIFICAT D'AUTORISATION

ARTICLE 2 Certificat requis

Tout propriétaire qui installe, renouvelle, répare, transforme ou allonge un branchement à l'aqueduc ou à l'égout, ou qui raccorde une nouvelle canalisation, doit obtenir un certificat d'autorisation pour un

branchement à l'aqueduc ou à l'égout de la Municipalité avant de débiter l'exécution des travaux.

Le certificat d'autorisation est gratuit pour un branchement lors de la construction du réseau d'aqueduc et d'égouts. En d'autres circonstances, le coût du certificat est indiqué au règlement sur les permis et certificats.

ARTICLE 3 Demande de certificat

Une demande de certificat doit être accompagnée des documents suivants :

3.1 Un formulaire, complété et signé par le propriétaire ou son représentant autorisé, qui indique :

- le nom du propriétaire, son adresse telle qu'inscrite au rôle d'évaluation municipale, son numéro de téléphone, le nombre de chambres à coucher du bâtiment desservi et le numéro du lot visé par la demande de permis;
- la longueur, les diamètres, les pentes et le matériau des tuyaux à installer ainsi que le type de manchon de raccordement à utiliser;
- le niveau de plancher le plus bas du bâtiment et celui du drain sous la fondation du bâtiment par rapport au niveau de la rue;
- la nature des eaux à être déversées dans chaque branchement à l'égout, soit des eaux usées domestiques, des eaux pluviales ou des eaux souterraines;
- la liste des appareils, autres que les appareils domestiques usuels, qui se raccordent au branchement à l'égout dans le cas des bâtiments non visés au paragraphe 3.3 du présent article;
- le mode d'évacuation des eaux pluviales en provenance du toit et du terrain et des eaux souterraines;

3.2 Un plan de localisation (croquis) du bâtiment et du stationnement, incluant la localisation des branchements à l'aqueduc et/ou à l'égout.

3.3 Dans le cas d'un édifice public, au sens de la Loi sur la sécurité dans les édifices publics {L.R.Q., chapitre S-3), ou d'un établissement industriel ou commercial, une évaluation des débits et des caractéristiques de ses eaux ainsi qu'un plan, à l'échelle, du système de plomberie.

ARTICLE 4 Avis de transformation

Tout propriétaire doit informer la Municipalité, par écrit, de toute

transformation qui modifie la qualité ou la quantité prévue des eaux évacuées par les branchements à l'égout.

ARTICLE 5 Avis

Tout propriétaire doit aviser la Municipalité, par écrit, lorsqu'il débranche ou désaffecte un branchement à l'aqueduc et/ou à l'égout lorsqu'il effectue des travaux d'égout ou d'aqueduc autres que ceux visés à l'article 2.

SECTION III

EXIGENCES RELATIVES À UN BRANCHEMENT À L'AQUEDUC

ARTICLE 6 Type de tuyauterie

Un branchement à l'aqueduc doit être construit avec des tuyaux neufs en cuivre rouge conformes aux exigences de la norme ANSI/AWWA C800, de type « K » mou, sans joint, étirés à froid jusqu'aux diamètres spécifiés et ayant un diamètre de 20 mm {3/4"} minimum ou des tuyaux en polyéthylène réticulé [PE-X] conformes aux exigences de la norme CSA B137.5 ayant un diamètre de 20 mm {3/4"}.

ARTICLE 7 Installation

Les travaux doivent être effectués conformément aux spécifications du présent règlement, aux dispositions du Code de construction du Québec, chapitre III - plomberie et aux normes du B.N.Q.

ARTICLE 8 Vanne d'arrêt

Le propriétaire devra installer une vanne d'arrêt à l'intérieur de son bâtiment, le plus près possible du point d'entrée du tuyau d'approvisionnement d'eau. Cette vanne devra toujours être fonctionnelle et être accessible en tout temps.

Le propriétaire devra protéger, contre le gel, tous les équipements et accessoires de son entrée d'eau.

ARTICLE 9 Étanchéité et raccordement

Un branchement à l'aqueduc doit être étanche et bien raccordé.

L'officier municipal peut exiger des tests d'étanchéité et de vérification de raccordement sur tout branchement à l'aqueduc.

ARTICLE 10 Lit de branchement

Un branchement à l'aqueduc doit être installé, sur toute sa longueur, sur un lit d'au moins 150 millimètres d'épaisseur de pierre concassée ou de gravier ayant une granulométrie de 0 à 20 millimètres, de sable ou de poussière de pierre.

Le matériau utilisé doit être compacté au moins deux fois avec une plaque vibrante et il doit être exempt de cailloux, de terre gelée, de terre végétale ou de tout autre matériau susceptible d'endommager la canalisation ou de provoquer un affaissement.

ARTICLE 11 Recouvrement du branchement

Tout branchement à l'aqueduc doit être recouvert d'une épaisseur d'au moins 150 millimètres de pierre concassée ou de gravier ayant une granulométrie de 0 à 20 millimètres, de sable ou de poussière de pierre.

Le matériau utilisé doit être exempt de cailloux, de terre gelée, de terre végétale ou de tout autre matériau susceptible d'endommager le branchement ou de provoquer un affaissement.

SECTION IV

EXIGENCES RELATIVES À UN BRANCHEMENT À L'ÉGOUT

ARTICLE 12 Type de tuyauterie

Un branchement à l'égout doit être construit avec des tuyaux neufs et de mêmes matériaux que ceux qui sont utilisés pour la partie du branchement à l'égout installé par la Municipalité.

ARTICLE 13 Matériaux utilisés

Les matériaux utilisés par la Municipalité pour le raccordement à la canalisation principale d'égout sont :

le béton armé : NQ 2622-126, classe III;

le béton non armé : NQ 2622-126, classe III;

•



- le poly chlorure de vinyle (P.V.C.) : NQ 3624-130, catégorie R;
la fonte ductile : NQ 3623-085, classe 150;
- le polyéthylène (PE) pour égout pluvial : NQ 3624-120 type 1.

Les normes prévues au présent article indiquent une résistance minimale.

Les pièces et accessoires servant au raccordement doivent être usinés et les joints à garniture en mélange de caoutchouc doivent être étanches et flexibles.

ARTICLE 14 Longueur et diamètre des tuyaux en fonction de la pente et de la charge hydraulique

La longueur et le diamètre des tuyaux en fonction de la pente et de la charge hydraulique maximale d'un branchement à l'égout doivent être établis d'après les spécifications de la plus récente version du Code de construction du Québec, chapitre III - plomberie (R.R.Q., c.1-12.1, r.1.1).

ARTICLE 15 Identification des tuyaux

Tout tuyau et tout raccord doivent porter une inscription permanente et lisible indiquant le nom du fabricant ou sa marque de commerce, le matériau et le diamètre du tuyau ou du raccord, sa classification, le numéro du lot de production ainsi que le certificat de conformité du matériau émis par le B.N.Q.

ARTICLE 16 Installation

Les travaux doivent être effectués conformément aux spécifications du présent règlement, aux dispositions du Code de construction du Québec, chapitre 111, plomberie et aux normes du B.N.Q.

ARTICLE 17 Information requise

Tout propriétaire doit demander à la Municipalité la profondeur et la localisation de la canalisation municipale d'égout en face de sa propriété avant de procéder à la construction d'un branchement à l'égout et des fondations de son bâtiment.

ARTICLE 18 Raccordement désigné

Lorsqu'un branchement à l'égout peut être raccordé à plus d'une canalisation municipale, la municipalité détermine à quelle canalisation le branchement doit être raccordé de façon à permettre une utilisation optimale du réseau d'égout.

ARTICLE 19 Branchement interdit

Il est interdit à un propriétaire d'installer le branchement à l'égout entre la ligne de propriété de son terrain et la canalisation principale d'égout municipal.

ARTICLE 20 Pièces interdites

Il est interdit d'employer des coudes à angle de plus de 22.5 degrés dans un plan vertical ou horizontal lors de l'installation d'un branchement à l'égout.

ARTICLE 21 Branchement par gravité

Un branchement à l'égout peut être gravitaire, si les conditions suivantes sont respectées :

le plancher le plus bas du bâtiment est construit à au moins 60 centimètres au-dessus de la couronne de la canalisation municipale d'égout; et si la pente de branchement à l'égout respecte la valeur minimale de 1 dans 50 : le niveau de la couronne de la canalisation principale de l'égout municipal et celui du radier du drain de bâtiment sous la fondation doivent être considérés pour le calcul de la pente.

Son profil doit être le plus continu possible. Des coudes à angle de 22.5 degrés au maximum doivent être installés au besoin sur le branchement pour qu'il ait, au niveau de l'emprise de rue, une couverture minimale de 2,15 m sous le terrain fini à cet endroit. Si cette élévation n'est pas connue, on présumera que l'élévation est identique à l'élévation projetée du centre de la rue; sinon, l'élévation du terrain existant devra servir de base.

ARTICLE 22 Puits de pompage

Si un branchement à l'égout ne peut être raccordé par gravité à la canalisation municipale d'égout, les eaux doivent être acheminées dans un puits de pompage conforme aux normes prévues au Code de construction du Québec, chapitre III - plomberie.

Il doit être prévu un puits de pompage pour les eaux domestiques et un autre pour les eaux pluviales et souterraines si nécessaire.

ARTICLE 23 Précautions

Le propriétaire doit prendre toutes les précautions nécessaires pour éviter que du sable, de la pierre, de la terre, de la boue ou quelque autre saleté ou objet ne pénètre dans le branchement à l'égout ou dans la canalisation municipale lors de l'installation.

ARTICLE 24 Étanchéité et raccordement

Un branchement à l'égout doit être étanche et bien raccordé, conformément aux exigences spécifiées à l'annexe 1.

L'officier municipal peut exiger des tests d'étanchéité et de vérification de raccordement sur tout branchement à l'égout conformément à l'annexe 1.

Le branchement à l'égout doit être raccordé au branchement à l'égout municipal au moyen d'un manchon de caoutchouc étanche (lequel rétrécit à la chaleur, avec collier de serrage en acier inoxydable ou autre) approuvé par l'officier municipal. Lorsqu'un branchement est installé en prévision d'un raccordement futur, l'extrémité du tuyau doit être fermée par un bouchon étanche.

ARTICLE 25 Lit de branchement

Un branchement à l'égout doit être installé, sur toute sa longueur, sur un lit d'au moins 150 millimètres d'épaisseur de pierre concassée ou de gravier ayant une granulométrie de 0 à 20 millimètres, de sable ou de poussière de pierre.

Le matériau utilisé doit être compacté au moins deux fois avec une plaque vibrante et il doit être exempt de cailloux, de terre gelée, de terre végétale ou de tout autre matériau susceptible d'endommager la canalisation ou de provoquer un affaissement.

ARTICLE 26 Recouvrement du branchement

Tout branchement à l'égout doit être recouvert d'une épaisseur d'au moins 150 millimètres de pierre concassée ou de gravier ayant une granulométrie de 0 à 20 millimètres, de sable ou de poussière de pierre.

Le matériau utilisé doit être exempt de cailloux, de terre gelée, de terre végétale ou de tout autre matériau susceptible d'endommager le branchement ou de provoquer un affaissement.

ARTICLE 27 Regard d'égout

Pour tout branchement à l'égout de 30 mètres et plus de longueur ou de 250 millimètres et plus de diamètre, le propriétaire doit installer un regard d'égout du même diamètre que le tuyau d'égout domestique à la ligne de propriété de son terrain.

Il doit aussi installer un tel regard à tous les 100 mètres de longueur additionnelle.

Un branchement à l'égout doit être pourvu d'un regard d'égout à tout changement horizontal ou vertical de direction de 30 degrés et plus et à tout raccordement avec un autre branchement à l'égout.

ARTICLE 28 Clapet de retenue

Tout propriétaire d'immeuble doit installer un clapet de retenue conforme aux dispositions du Code de construction du Québec, chapitre III - plomberie sur les branchements horizontaux recevant les eaux usées de tous les appareils, notamment les renvois de plancher, les fosses de retenue, les intercepteurs, les réservoirs et tous les autres siphons installés dans les sous-sols et les caves et ce, de façon à empêcher tout refoulement des eaux d'égout à l'intérieur de l'immeuble.

Le clapet de retenue doit être maintenu en bon état de fonctionnement, il devra être d'accès facile en tout temps pour son entretien et son nettoyage, faute de quoi, il sera considéré comme ne rencontrant pas les exigences du présent règlement.

Au titre du présent règlement, n'est pas considéré comme clapet de retenue, une grille de retenue avec flotteur de caoutchouc, ou tout dispositif autre que celui décrit au Code de construction du Québec, chapitre III - plomberie.

La Municipalité de Sainte-Sophie-d'Halifax n'est pas responsable des dommages causés par tout refoulement des eaux d'égout au cas du défaut du propriétaire d'installer et de maintenir en bon ordre tel clapet de retenue, ou autrement de se conformer au présent règlement.

SECTION V ÉVACUATION DES EAUX USÉES

ARTICLE 29 Branchement séparé

Les eaux usées domestiques, d'une part, et les eaux souterraines, d'autre part, doivent obligatoirement être évacuées jusqu'à la ligne de propriété du terrain dans des branchements à l'égout distincts.

Lorsqu'il n'y a pas de réseau pluvial ou lorsque le raccordement au réseau pluvial n'est pas autorisé, se référer à l'article 30 du présent règlement.

ARTICLE 30 Réseau pluvial projeté

Lorsque la canalisation municipale d'égout pluvial n'est pas installée en même temps que la canalisation municipale d'égout domestique ou bien que les raccordements ne sont pas autorisés à la canalisation d'égout pluvial, les eaux souterraines et les eaux pluviales doivent être évacuées sur le terrain ou dans un fossé et il est interdit de les déverser dans la canalisation municipale d'égout domestique.

ARTICLE 31 Interdiction, position relative des branchements

Nul ne doit évacuer ses eaux usées domestiques dans une canalisation d'égout pluvial et ses eaux pluviales dans une canalisation d'égout domestique.

Le propriétaire doit s'assurer de la localisation de la canalisation municipale d'égout domestique et de celle d'égout pluvial, le cas échéant, avant d'exécuter les raccordements. Le propriétaire doit aussi s'assurer auprès de la Municipalité que les raccordements sont possibles.

Comme règle générale, le branchement à l'égout pluvial se situe à gauche du branchement à l'égout domestique, en regardant vers la rue du site du bâtiment.

ARTICLE 32 Évacuation des eaux pluviales

Les eaux pluviales en provenance du toit d'un bâtiment, qui sont évacuées au moyen de gouttières et d'un tuyau de descente, doivent être déversées en surface et à au moins 150 centimètres du bâtiment en évitant l'infiltration vers le drain souterrain du bâtiment.

L'évacuation des eaux pluviales d'un terrain doit se faire en surface.

ARTICLE 33 Exception

En dépit des dispositions de l'article 30, les eaux pluviales peuvent être déversées dans la canalisation municipale d'égout pluvial lorsque des circonstances exceptionnelles rendent impossible leur déversement en surface.

ARTICLE 34 Entrée de garage

Une entrée de garage sous le niveau de la rue doit être aménagée de façon à ne pas capter les eaux pluviales de la rue.

ARTICLE 35 Eaux des fossés

Il est interdit de canaliser les eaux provenant d'un fossé ou d'un cours

d'eau dans un branchement à l'égout.

SECTION VI APPROBATION DES TRAVAUX

ARTICLE 36 Avis de remblayage

Avant de remblayer le branchement à l'aqueduc et/ou à l'égout, le propriétaire doit en aviser la Municipalité.

ARTICLE 37 Autorisation

Avant le remblayage des branchements à l'aqueduc et/ou à l'égout, l'officier de la Municipalité doit procéder à leur vérification.

Si les travaux sont conformes aux prescriptions du présent règlement, l'officier émet une attestation de conformité avant le remblayage.

ARTICLE 38 Remblayage

Dès que les travaux de remblayage sont autorisés, les tuyaux doivent être recouverts, en présence de l'officier municipal et selon les spécifications du présent règlement.

ARTICLE 39 Nécessité de l'attestation de conformité

Si le remblayage a été effectué sans que l'officier municipal n'ait procédé à leur vérification et n'ait délivré une attestation de conformité, il doit exiger du propriétaire que le branchement à l'aqueduc et/ou l'égout soit découvert pour vérification.

SECTION VII RESPONSABILITÉ

ARTICLE 40 Subdivision d'un lot

Lorsqu'un lot, dans un secteur résidentiel, commercial, industriel ou autre, est desservi par les entrées de services d'égout et d'aqueduc et que ce lot est subdivisé en un ou plusieurs lots conformes à la réglementation de la Municipalité, le(s) propriétaire(s) de ce(s) lot(s) devra(ont) payer à la Municipalité le coût réel de la mise en place des entrées de services et de la modification des réseaux existants pour que cette dernière puisse fournir les services adéquats.

ARTICLE 41 Bon état des tuyaux

Le propriétaire devra s'assurer à ses frais que les tuyaux de distribution d'eau et de collecte des eaux usées à l'intérieur et à l'extérieur de son bâtiment sont en bon état et il devra les protéger contre le froid et tous les bris résultant de travaux. Il sera responsable envers la Municipalité de tous les dommages qui pourraient résulter à défaut par lui de suivre cette directive.

ARTICLE 42 Arbres et arbustes

S'il est prouvé que les racines d'arbres ou d'arbustes d'une propriété privée endommagent, bloquent la conduite d'alimentation en eau, la conduite d'égouts ou l'entrée privée, dans la partie de la Municipalité, le propriétaire sera tenu de défrayer les travaux de réparation des conduites ainsi que les frais inhérents à cet incident.

La Municipalité pourra exiger l'abattage des arbres ou arbustes causant de tels problèmes ou installer, aux frais du propriétaire, une protection contre l'action des racines.

ARTICLE 43 Fosse septique existante

Tout bâtiment muni d'une fosse septique ou d'un puisard préalablement à la construction du réseau d'égouts doit obligatoirement se raccorder au réseau lorsque celui-ci est mis en place.

Le propriétaire devra de plus désaffecter ses installations et neutraliser sa fosse septique à ses frais.

ARTICLE 44 Fosse de captation

Les propriétaires, d'où sont déversés dans les égouts des déchets suite à leurs activités industrielles ou commerciales, telles que restaurants, garages, etc., doivent posséder une fosse de captation de ces déchets d'exploitation et n'expédier aux égouts que les eaux usées domestiques.

Ces capteurs de graisse, de déchets, etc. devront être conformes au Code de construction du Québec, chapitre III - plomberie et être maintenus en bon état de fonctionnement en tout temps. Le contrevenant à cette disposition devra, s'il survient des problèmes d'écoulement des égouts dans l'entrée privée (part de la Municipalité et du particulier) et dans la conduite maîtresse, acquitter tous les coûts de nettoyage des conduites jusqu'à l'élimination complète des déchets.

PROTECTION ET ENTRETIEN DES ÉQUIPEMENTS D'AQUEDUC ET D'ÉGOUT

ARTICLE 45 Prohibition

Il est interdit de détériorer, d'enlever ou de recouvrir toute partie d'un regard, d'un puisard ou d'un grillage, ou d'obstruer l'ouverture de toute canalisation municipale d'égout.

ARTICLE 46 Prohibition

Nul ne peut disposer sur les regards, les puisards ou les grillages et dans les emprises carrossables des rues de la Municipalité des matériaux susceptibles d'obstruer les canalisations municipales d'égout.

ARTICLE 47 Prohibition

Il est interdit de détériorer ou de laisser détériorer les tuyaux, valves, robinets, baignoires, cabinets d'aisances ou tout autre appareil ou de s'en servir d'une façon à ce que l'eau fournie soit gaspillée ou utilisée à des fins proscrites.

ARTICLE 48 Prohibition

Il est interdit de fournir de l'eau à d'autres personnes, industries, commerces ou de s'en servir autrement que pour son usage ou de la gaspiller.

ARTICLE 49 Prohibition

Il est interdit de déposer des déchets, résidus d'opération, etc. dans les bouches d'égout de la Municipalité.

ARTICLE 50 Prohibition

Chaque immeuble bâti doit être desservi par ses propres entrées de services. En aucun cas, sans le consentement écrit de la Municipalité, il ne sera permis de desservir deux (2) ou plusieurs immeubles bâtis à l'aide d'un seul raccordement.

ARTICLE 51 Prohibition

Il est interdit à tout propriétaire d'injecter de l'eau ou tout autre produit dans le réseau d'alimentation en eau.

ARTICLE 52 Prohibition

Il est interdit de rejeter dans le réseau des eaux contenant, entre autres, les matières suivantes :

- huiles et graisses de moteur/friture;
- cires et résines;
- peintures et solvants;
- produits pétroliers;
- produits toxiques.

SECTION IX

INTERRUPTION DE SERVICES D'ALIMENTATION EN EAU

ARTICLE 53 Interruption de l'alimentation en eau

La Municipalité ne garantit pas de services d'alimentation en eau d'une façon ininterrompue à une pression déterminée ni la quantité d'eau à être fournie.

La Municipalité se réserve le droit d'interrompre l'approvisionnement de l'eau pendant le temps nécessaire pour effectuer des réparations au réseau d'aqueduc. La Municipalité ne sera pas responsable des pertes ou dommages qui peuvent être causés aux personnes, à la propriété ou à un procédé, par cette interruption ou une insuffisance d'approvisionnement d'eau si la cause est due à une réparation urgente, un accident ou toute autre cause naturelle qui ne peuvent être contrôlés.

ARTICLE 54 Limitation de l'usage de l'eau

La Municipalité se réserve le droit de limiter l'usage de l'eau à certaines fins et peut prendre les mesures nécessaires pour restreindre la consommation dans les cas de sinistres, sécheresses, bris ou autres causes d'intérêt public.

ARTICLE 55 Suspension du service de l'eau

La Municipalité peut suspendre le service de l'eau dans les cas suivants :

- a) Lorsqu'une personne utilise l'eau de façon abusive ou si les installations qu'elle contrôle sont la cause d'un gaspillage ou d'une détérioration de la quantité de cette eau, et qui, à l'expiration d'un délai de

dix (10) jours après la transmission par la Municipalité d'un avis dénonçant le problème, indiquant les mesures correctives à prendre et informant la personne de la suspension de service qu'elle peut subir, elle a omis de prendre les mesures exigées;

b) lorsqu'une personne refuse de recevoir les employés de la Municipalité chargés de s'assurer du bon fonctionnement du système d'alimentation en eau ou de l'application du présent règlement.

SECTION X DISPOSITIONS PÉNALES

ARTICLE 56 Amende

Toute personne qui agit en contravention du présent règlement commet une infraction. Si le contrevenant est une personne physique, en cas de première infraction, il est passible d'une amende minimale de cinq cents dollars (500 \$) et d'une amende maximale de mille dollars (1000 \$) et à laquelle s'ajoutent des frais pour chaque infraction.

Si le contrevenant est une personne morale, il est passible d'une amende minimale de mille dollars (1000 \$) et d'une amende maximale de deux mille dollars (2 000 \$) et à laquelle s'ajoutent des frais pour chaque infraction.

En cas de récidive, si le contrevenant est une personne physique, l'amende minimale sera de mille dollars (1000 \$) et l'amende maximale de deux mille dollars (2 000 \$) et à laquelle s'ajoutent des frais pour chaque infraction.

En cas de récidive, si le contrevenant est une personne morale, l'amende minimale sera de deux mille dollars (2 000 \$) et l'amende maximale de quatre mille dollars (4 000 \$) et à laquelle s'ajoutent des frais pour chaque infraction.

ARTICLE 57 Infraction continue

Toute infraction à une disposition du présent règlement constitue, jour par jour, une infraction séparée.

ARTICLE 58 Droit d'inspecter

L'officier municipal est autorisé à visiter et à inspecter tout immeuble pour s'assurer de l'application du présent règlement.

ARTICLE 59 Entrée en vigueur

Le présent règlement entre en vigueur le jour de sa publication, conformément à la Loi.

ANNEXE 1

LES PROCÉDURES RELATIVES AUX ESSAIS D'ÉTANCHÉITÉ D'UN BRANCHEMENT ET À LA VÉRIFICATION DES RACCORDEMENTS

Municipalité de Sainte-Sophie-d'Halifax

1. GÉNÉRALITÉS

Tout branchement à l'égout doit être installé de façon à prévenir l'infiltration des eaux souterraines.

2. CONTRÔLE DE L'ÉTANCHÉITÉ

- Branchements accessibles par une **seule ouverture** :

Branchements dont le diamètre est de 200 millimètres ou moins et dont la longueur mesurée entre le raccordement à l'égout municipal et le raccordement au bâtiment est inférieure à 30 mètres.

Le contrôle d'étanchéité sur ces branchements s'effectue selon la méthode de l'essai à basse pression d'air par segmentation, tel que décrit ci-dessous.

- Branchements accessibles par **deux ouvertures** :

Branchements dont le diamètre est de 250 millimètres et plus ou dont la longueur est supérieure à 30 mètres.

Le contrôle d'étanchéité sur ces branchements (y compris les regards) doit être conforme aux exigences de la plus récente norme du B.N.Q. en vigueur sur les essais d'étanchéité se rapportant aux réseaux d'égout.

3 PROCÉDURE RELATIVE À L'ESSAI D'ÉTANCHÉITÉ À L'AIR PAR SEGMENTATION

Tout tronçon de conduite sur lequel est effectué un essai à l'air doit être isolé par deux bouchons pneumatiques reliés entre eux par une tige métallique et distants de 1,5 mètres. Toute la conduite doit être vérifiée par déplacements successifs du train de bouchons, y compris le joint de raccordement à l'égout municipal à la ligne de lot.

Après avoir gonflé les deux bouchons et créé une pression d'air de 24 kPa dans le tronçon isolé, l'essai consiste à mesurer le temps nécessaire pour enregistrer une baisse de pression de 7 kPa.

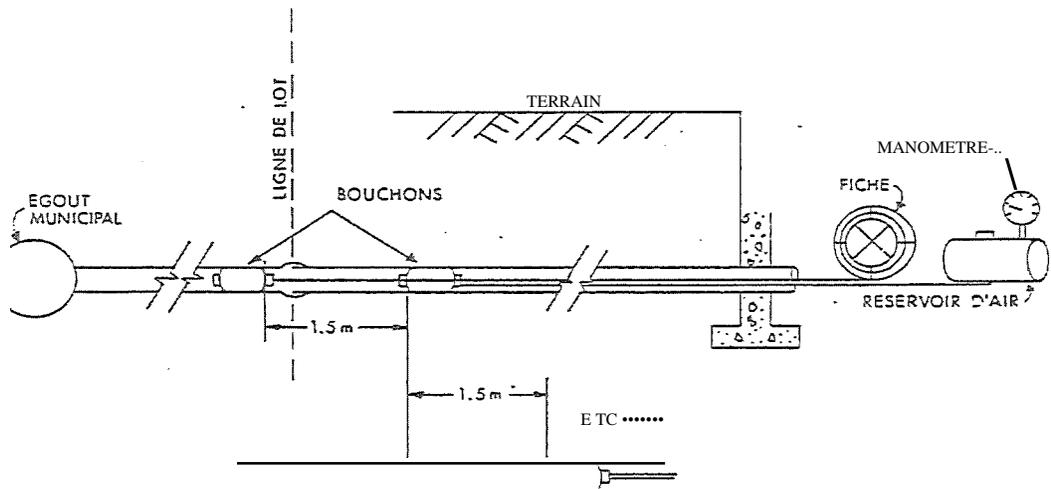
Le temps mesuré pour la baisse de pression ne devra jamais être inférieur à cinq secondes. Dans le cas où ce temps est inférieur à cinq secondes, il faudra apporter les correctifs requis et reprendre l'essai pour vérification.

L'essai peut être réalisé avant le remblayage pour autant que la qualité du lit du branchement ait été vérifiée.

4 VÉRIFICATION DU RACCORDEMENT DU BRANCHEMENT À L'ÉGOUT

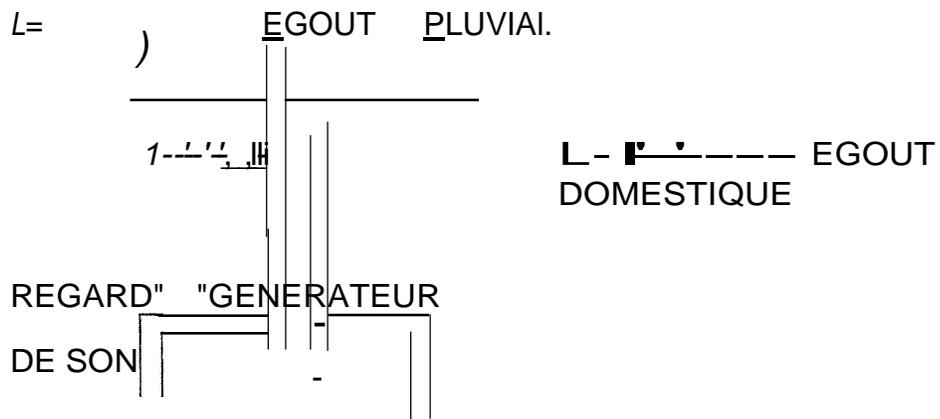
Lorsque l'égout municipal est de type séparatif, un essai sur le branchement à égout domestique est exigé afin de vérifier si le branchement est bien raccordé à l'égout domestique municipal. Un générateur de son est introduit soit dans le branchement privé, soit dans l'égout municipal et le son doit être audible avec netteté à l'autre extrémité.

ESSAI A L'AIR PAR SEGMENTATION



VERIFICATION DU BRANCHEMENT PAR LA METHODE SONORE

L=) EGOUT PLUVIAL.



POINT D'ECOUTE

MAISON

ANNEXE II

DEMANDE DE CERTIFICAT D'AUTORISATION
POUR UN BRANCHEMENT À L'AQUEDUC ET/OU À L'ÉGOUT

Municipalité de Sainte-Sophie-d'Halifax

1. Numéro civique ou numéro de lot _____

2. Nom du propriétaire _____

Adresse _____

Téléphone _____

3. Nombre de chambres à coucher _____

4. Entrepreneurs (s'il y a lieu)

- En excavation _____

- en plomberie _____

5. Branchement à l'aqueduc

Longueur : _____ diamètre : _____ matériau : _____

6. Types de branchements à l'égout

a) Nature des eaux déversées **Domestique**

- eaux d'usage domestique
courant D

- autres D (préciser) : _____

b) Caractéristiques du branchement

Longueur : _____ diamètre : _____ matériau : _____

Manchon de raccordement : _____

- a) Nature des eaux déversées :
- eaux du drain souterrain de fondation **D**
 - autres **D** (préciser) :

Pluvial

- b) Caractéristiques du branchement

Longueur : _____ diamètre : _____ matériau : _____

7. Mode d'évacuation :

- par gravité **D**
- par puits de pompage **D** Indiquer la nature des eaux et l'endroit où elles sont pompées :
 - dans le branchement à l'égout **D**
 - ailleurs **D** (préciser) _____

8. Profondeur par rapport au niveau de la rue :*

- du plancher le plus bas du bâtiment : _____
- du drain sous le bâtiment : _____
- du branchement à l'égout domestique : _____
- du branchement à l'égout pluvial * : _____

*Cette information doit être obtenue de la municipalité.

9. Joindre à la présente demande un plan à l'échelle en section et en plongée montrant les bâtiments, les branchements à l'aqueduc et/ou à l'égout, le stationnement drainé ainsi que tout autre détail pertinent. *

10. Pour un édifice public ou un établissement industriel ou commercial, fournir un plan à l'échelle du système de plomberie, une estimation des débits et une évaluation des caractéristiques des eaux usées (si ces eaux sont différentes des eaux usées domestiques usuelles).

Signé en ce _____ e jour de _____ 20

Propriétaire

ANNEXE III

CERTIFICAT D'AUTORISATION D'UN BRANCHEMENT À
L'AQUEDUC ET/OU À L'ÉGOUT

Municipalité de Sainte-Sophie-d'Halifax

Nom du propriétaire _____

Adresse (ou numéro de lot) _____

Suite à l'étude de votre demande en date du _____
_____ pour installer votre branchement à
l'aqueduc et/ou à l'égout pour le lot N° _____
_____ nous vous autorisons à procéder à cette installation.

Ces travaux devront être réalisés conformément aux exigences du règlement
municipal N° ~~84-2023~~ et ce **avant le**

Avant de remblayer le branchement à l'aqueduc et/ou à l'égout, le propriétaire
devra en aviser la municipalité et les travaux devront être approuvés par
l'officier municipal.

Certificat d'autorisation émis à _____

En ce _____ e jour de _____ 20 ____

(Signature de l'officier municipal)

ANNEXE IV ATTESTATION DE CONFORMITÉ

Municipalité de Sainte-Sophie-d'Halifax

ATTESTATION DE CONFORMITÉ

Nom du propriétaire _____

Adresse (ou numéro de lot) _____

Le soussigné, officier municipal de la municipalité de Sainte-Sophie-d'Halifax atteste par la présente avoir procédé à la vérification du branchement à l'aqueduc et/ou à l'égout sur la propriété ci-haut mentionnée, et déclare l'avoir trouvé conforme au règlement N° ~~842023~~

Donné à _____

En ce _____ e jour de _____ .20 .

Officier municipal

PÉRIODE DE QUESTIONS

Réponses aux diverses questions des citoyens.

802-07-23

LEVÉE DE LA SÉANCE

Il est proposé par Marie-Michelle Roux appuyé et résolu à l'unanimité des membres du conseil que la présente séance soit levée à 19h12

Adoptée à l'unanimité des conseillers présents

Je, Christian Daigle, maire atteste que la signature du présent procès-verbal équivaut à la signature par moi de toutes les résolutions qu'ils contiennent au sens de l'article 142(2) du *Code Municipal du Québec*.

Christian Daigle

Maire

Nadia Roy

Directrice
générale et greffière-
trésorière